

NO N A ' n0 69, septembre-octobre 1993
prix: 2.- Fr.
L'APARTHEID

Edito

c(unc tongue mute turbulcntw, c'esL en ces termes que le Financial Times qualifie le futur pour l'Afrique du Sud (FT 10.9.93). Les milieux (Economiques se preoccupent surtout du manque de stabilite dans ce pays, "condition requise" pour une relance de l'economie et l'attrait d'investissements etrangers. Mais le constat de la realite reflète largement la realite.

En effet, depuis la libération de Nelson Mandela en 1990, 10000 personnes presque exclusivement des Noirs ont péri à cause de la violence. Les grands espoirs suscités par le tournant engagé par une partie de la classe politique blanche sud-africaine, à travers F.W. de Klerk, ont laissé la place au désenchantement, voire au désespoir. Les affrontements politiques se multiplient désormais : des formes de banditisme urbain.

C'est dans ce contexte que PANC s'apprête à lancer "cogérer", au minimum jusqu'à l'an 2000, le pays avec le Parti national, son ennemi historique. UANC est bien conscient des risques que cette démarche implique. Cependant, la volonté de ne pas voir l'Afrique du Sud plonger dans une instabilité totale, a poussé l'organisation de libération à faire des concessions toujours plus importantes au gouvernement. De Klerk a ainsi relevé son double pari : empêcher que la majorité sud-africaine gouverne et rendre le parti national indispensable dans toute décision politique majeure dans les prochaines années. La violence n'est certes pas contrôlée par le seul gouvernement. Elle prend désormais des dynamiques propres, liées au lourd héritage de l'apartheid et à la situation (économique et sociale catastrophiques que connaît le pays. Mais le gouvernement de Klerk n'a rien fait pour endiguer une violence qu'il aurait pu en grande partie enrayer, avec les moyens dont il dispose.

De Klerk, le "Gorbatchev" sud-africain, a montré son vrai visage. Celui représentant une classe sociale qui ne veut pas perdre les privilèges d'accumulation de siècles d'exploitation, à travers le système d'apartheid. Mais la partie n'est pas pour autant terminée. La lutte pour empêcher que le démantèlement de l'apartheid formel se traduise par la perpétuation de l'apartheid social commence maintenant.

Andrea Cresti, Siro Petruzzella

Editeur responsable: Siro Petruzzella

Adresse de rédaction: Non à l'Apartheid

pa, MAAS, CP 2536, 1211 Genève 2 (Suisse)!

Abonnements: 5 n°/an: 12.-. abonnement: 20.-. GOP: 12-12140-5

Prix au numéro: 2:

Tirage: 1300

Ont collaboré à ce numéro: Cresti Andrea, Kraehenbuehl Olivier, Petruzzella

Remerciements: à tous/toutes les autres volontaires pour l'envoi.

SOMMAIRE

p. 3 Assemble?

géométrie du

MAAS

p. 4 Vers un futur

incertain

p. 10 Sécheresse

p. 12 Nécessités

p. 16 Violence

la Siro, Schaufelberger Etienne.

Assemblée générale 1992

Assemblée générale du MAAS

Le MAAS a tenu son assemblée générale annuelle le samedi, 11 septembre 1992 à Lausanne. Vous trouverez ci-dessous un bref compte-rendu de la partie formelle. La traduction de la très intéressante intervention de Abdul Minty, directeur de la Campagne mondiale contre la collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud, se trouve aux pages 4 à 9.

Rapport d'activités du

secrétariat

Avant tout il faut dire que le journal, essentiellement composé, d'articles écrits par des membres et de traductions d'articles provenant de la presse spécialisée, continue à être le principal moyen d'information du Mouvement anti-apartheid. La principale action que nous avons entreprise dans les mois passés a bien évidemment été la campagne contre la livraison des 60 Pilatus PC-7 à l'armée sud-africaine. Cette campagne a entraîné dans la capitale le Comité spécial de l'ONU chargé de faire respecter l'embargo militaire contre l'Afrique du Sud, plusieurs organisations sud-africaines, dont le PANU et la SACC, plusieurs ONG suisses et internationales, ainsi que tous les mouvements anti-apartheid et a eu un effet certain. En effet, ces pressions, conjuguées avec le scandale décelé dans la presse suite aux révélations sur les livraisons de Pilatus PC-9 à l'armée birmane et ensuite armée, grâce à la participation de deux experts de la firme de Stans, ont contraint le gouvernement suisse à imposer des modifications au dispositif d'armement -souvent utilisé pour équiper ces avions avec des armes.

Autre part, la livraison -et donc la finalisation du contrat- aura en tout cas eu lieu avant les élections à suffrage universel d'avril prochain. Affaire à suivre.

En février 1992 une mini-délegation du

mouvement a participé à la Conférence

Internationale de Solidarité organisée

par l'African National Congress à

Johannesburg. Étaient présentes plus de

300 délégations du monde entier pour un

total de participants qui dépassait les

800 personnes. A cette occasion l'ANC a

aussi lancé une campagne internationale

de soutien pour les Sections, à laquelle nous participons. Grâce à vos dons

nous avons pour l'instant récolté

2000 francs.

Enfin, nous avons, dans ces derniers mois,

pu nous pencher sur des projets de

développement en Afrique du Sud que

nous voudrions soutenir, soit directement,

soit en nous portant garant auprès d'un

bailleur de fonds.

Rapport des vérificateurs des

comptes

L'analyse des comptes de 1992 soulève

les commentaires suivants: nous constatons

une baisse globale des entrées,

sans qu'il y ait pour autant une chute

brutale. Ce constat est également valable

pour les dons au Groupe Église. Il faut

relever que ce n'est pas tant le nombre de

donateurs qui a baiss0 sensiblement que le montant de certains dons, pouvant auparavant atteindre trois, voire quatre chiffres.

Pour ce qui est des sorties, les frais fixes (personnel, locaux...) restent plus 011 moins les miames. La baisse des frais PTT et des frais dlactiviwi exprime la baisse des activiwiw gQwrales du MAAS en 1992 par rapport 9 1990-1991, p(griode suivant la libaation de Nelson Mandela.

La situation n,est donc pas alarmante (bilan positif de 3695.- francs), nos mem-bres et abonnae)s continuent a d0mon-trer un inwer. Cependant nous devons (atre conscients que les entwes baissent constamment depuis environs deux ans et quilil nous faudra continuer a faire appel a la gwaosiw de nos membres et sympathisantXek, si nous voulons conti-nuer notre travail dlinformation, princi-palement A travers le journal.

Rapport du Groupe Eglise

Le Groupe Eglise est actuellement en train de participer activement a la mise en place du programme de monitoring des futures dections sud-africaines du Centre Oecumwique de Eglises. DQA un membre du Groupe Eglise s,est porw volontaire pour cette importante tache. La recherche continue.

Groupe Enfants

Le Groupe Enfants est actuellement investi a fond sur le soutien du projet Sakhile. Plusieurs milliers de francs ont dag ae- mcolws et envoiis en Afrique du Sud cette anneie. Le groupe travaille ac-tuellement sur le dossier a soumettre A la F%daation Genevoise de Coopaation pour une prise en charge plus wguliQre du projet.

Groupe Anti-Apartheid

J urassien

Le GAAJ est toujours tms actif. Outreles diffeirentes confaences et autres mani-festations culturelles que le groupe a organiwi dans la derniQre ann(\$e, une quantim importante de livres 3 a an 0w envowe en Afrique du Sud pour soutenir un projet 0duca-tif. Par ailleurs, un des projets que la comiw romand est en train (Mtndier en vue dlun futur soutien a m soumis par des membres du GAAJ. I

Comptes 1992

Entmes CCP:

Cotisations

Dons MAAS

Abonnements

Dons Groupe Eglise

Vente mate'riel

Dons Groupe Enfants

Autres entre'es

TOTAL ENTREES

37727.-

8708.-

4307.-

2824.-

202.-

439.-

856.-

55'063.-
Sortie CCP:
2011.-
4914.-
680.-
1400.-
2686.-
1802.-
25'979:
9451.-
1305.-
1139.-
51'367.-
Frais de secraariat
Frais PTT (envois, ml.)
Achat de mate'riel
Abonnements
Frais d'impression
Activite\$s diverses
Frais personnel
Frais locaux
Cotisations organisations
Frais divers
TOTAL SORTIES
PERTES ET PROFIT 13695.-

Assemblée générale

Afrique du Sud: un futur incertain

F(vrier 1990: la nécessité du
changement

Je vais aborder plusieurs thèmes. Pour
mieux situer le cadre des événements
actuels en Afrique du Sud, posons-nous
la question suivante: Pourquoi un chan-
gement est-il survenu en Afrique du Sud
en 1990? Pourquoi avons-nous eu le dis-
cours de De Klerk et pourquoi ce proces-
sus de transformation a-t-il commen-

Je cite De Klerk s'adressant à la presse
en 1992: «En février 1990, nous
avons isolés, les perspectives de notre
économie étaient désastreuses, nous
étions enfermés dans une spirale descen-
dant de plus en plus rapidement vers une
succession d'insurrections révolution-
naires et d'états d'urgence»

4 Si nous devons dire la situa-
tion du point de vue du mouve-
ment de libération, nous serions
très proches de De Klerk. Nous dirions
quelque chose comme ceci: «En février
1990, l'Afrique du Sud avait hérité de la
communauté internationale, on lui refu-
sait de nouveaux crédits, elle souffrait
d'une inflation très élevée, elle avait pri-
vé l'investissement étranger, elle de-
vait régler sa dette internationale
à des taux élevés, car les banques
s'enrichissaient de ce règlement,
et elle devait faire face à la perspective
d'une pression financière et économique
de plus en plus sévère, un peu comme une
corde autour du cou. Le Congrès des
Etats Unis avait adopté, en février 1990
d'abord, une loi en votation pour accentuer
les sanctions économiques sur l'Afrique
du Sud. Si l'Afrique du Sud n'avait rien
fait, le Congrès aurait voté l'entrée en
vigueur de ces sanctions supplémentai-
res et si cela avait eu le cas, il y aurait eu
plus de pression sur la Communauté
Européenne, le Commonwealth et, en
particulier, le Japon, pour qu'ils aug-
mentent encore la pression sur l'Afrique
du Sud. Donc, avec la perspective de
pressions supplémentaires, le futur était
vraiment désastreux pour le gouverne-
ment sud-africain.

Deuxièmement, le régime sud-africain
avait perdu toute sa légitimité et le con-
trôle de la situation. Il y avait longtemps
qu'il avait perdu sa légitimité, mais jus-
qu'en 1990 il avait réussi à garder une cer-
taine maîtrise de la situation. À ce stade,
par contre, il avait commencé à perdre ce
contrôle: il y avait une résistance gran-
dissante dans tout le pays, à laquelle la
seule réponse était une répression
massive et violente, une réponse qui à son
tour, avait créé une situation révolutionnaire,
présentant une menace pour l'état dans
son ensemble. C'est à cela que De Klerk
fait allusion en disant «une spirale des-
cendant de plus en plus rapidement vers
une succession d'insurrections révolution-
naires et d'états d'urgence. Il n'y avait
donc aucun moyen de contrôler la popu-

lation Noire. La police et les forces de saurim eétaient d6,pass45es. Souvenez-vous de la situation en Namibie et en Angola, 01) le retrait de YAfrique du Sud, d9cid1\$ par Vancien pMSident Botha sous la pression de lbccident, 9tait aussi une cons&\$quence du fait que les troupes sud-africaines aaient d0pass0es. Sans ce retrait, l'Afrique australe toute entiere aurait pu ?atre plong1\$e dans une Mvolution. Malgm la strat(5,gie du repli des troupes sud-africaines, Parmw et la p0-lice sud-africaines 6taient toujours d9 pass&\$es, cette fois-ci A Yinmrieur de ses propres frontiQres. En fait, la dMaite des troupes sud-africaines en Angola et Vin-d(\$pendance de la Namibie avaient augmenw les aspirations et la confiance de la population nnire sud-africaine. Les d9-faites du wgime sud-africain dans la N\$-gion, comme llind9pendance du Mozambique en 1976, d(Elenchant l'insurrection de Soweto, ont en Maliw en un effet Iwgatif sur celui-ci. Le gouvernement avait donc perdu toute son autoriw, il ne pouvait plus imposer la loi et Vordre, malgm Futilisation continualle de difT(\$-rentes f'ormes d%tats dhrgence. Le trnismme aspect est que son r619 de puissance reigionale dans YAf'rique australe aait sMMement mim5. L'Afrique du Sud avait perdu sa supa'ioriw a9-rienne dans la n?gion. Ceci aait crucial car la guerre aait meMe dans la wgion par ses avions;llAfrique du Sud avait peu de troupes engages au sol dans les pays envirnnants,ellesimposaitsimplement par les bombardements de son aviation. Mais llAngola avait anmliom ses dyennes et son aviation militaire, et dest la que l'embargo sur les armes frappa llAfrique du Sud durement. Bien qlfelle par Abdul Minty? pouvait obtenir dlautres armes, nous avons Mussi a l'empe3cher dbbtenir des avions de chasse. Les vieux avions fournis par la France dans les ammes 160 ne pouvait plus fatre utiliws efficacement car les pilotes n,avaient plus confluence, il manquait trop de piEeces de rechange. Ueffet cumulatif de Pembargo sur les armes, le fait dlemp&cherllarriv45e de vis et de boulons, de moteurs, etc. contribua a affaiblir de façon significative Paviation sud-africaine. Le coat exorbitant des op(\$rations militaires en Angola et en Namibie que Wconomie ne pouvait plus supporter et la chute du moral des soldats Blancs ont aussijouts, un r6le important. Ensemble, tous ces facteurs ont pouss0 l'Afrique du Sud a se retirer de llAngola et de la Namibie. Rappelons qu'en m?eme temps daait la f'm de la Guerre Froide. La situation gmpolitique de la reigion avait changa dlune position de domination, VAfrique du Sud ain't devenue vulmiirable. Cette situation donna le cadre, en daembre 1989, a VAssembMe Gemaale des Nations Unies pour faire sa Dalaration de Consensus sur L'Afrique du Sud. Pour

la première fois, il y avait un projet, une politique valable pour le futur de l'Afrique du Sud. Auparavant, les décisions de l'ONU avaient été, si vous voulez, négatives (embargo sur les armes, embargo sur le pétrole, sanctions financières et économiques, etc.), alors que maintenant des propositions positives étaient faites (propositions pour une nouvelle constitution, etc.) et tout le monde, à l'exception de l'Afrique du Sud, était d'accord. Comme vous le savez, ceci a probablement contribué à la mort d'Oliver Tambo, et peut-être plus tard à sa mort, car il avait sa lutte de voyager à travers toute l'Afrique en quelques semaines pour obtenir un accord sur la Déclaration de Harare, (la Déclaration qui est devenue la Déclaration de l'ONU. Ce fut une grande victoire diplomatique pour l'ANC car, en quelques mois, le monde entier était de son côté pour préparer la paix. Il était temps de renoncer à la lutte armée et de se préparer à résoudre le problème pacifiquement.

Voici, donc, les raisons qui ont poussé De Klerk à ouvrir une nouvelle voie, pas

Assemblée générale

tellement, comme il le disait lui-même, parce qu'il le voulait, mais parce qu'il le devait. Cela veut dire qu'il n'aurait pas les changements qu'il devait amener, mais qu'il n'avait pas le choix. C'est cela le contexte du début des années 190.

Un processus de (changement
contrôlé)

Le deuxième aspect qu'il faut saisir pour comprendre l'évolution actuelle de la situation est que le processus de changement, depuis février 1990 jusqu'à aujourd'hui, est un processus de changement contrôlé. En d'autres termes, le régime devait contrôler tous ces changements, à la vitesse et dans la direction qu'il trouvait acceptable. Lorsqu'il considérait un aspect inacceptable, les négociations interrompaient, ou la violence augmentait, ou les puissances occidentales soutenaient le régime et demandaient à l'ANC de faire des concessions. Si l'ANC quittait la table de négociation, comme elle l'a fait en mai de l'année dernière, alors elle subissait énormément de pressions de la part de l'Occident l'incitant à retourner aux discussions. Tous les changements devaient se faire à la vitesse voulue par le régime. Même si le régime n'avait pas un contrôle absolu, car il subissait aussi les changements politiques et les pressions internationales, il avait néanmoins une certaine maîtrise des changements.

Abolition de l'apartheid
formel

Que s'est-il passé pendant cette période?

J'ai pu me rendre dans le pays plusieurs fois depuis 1991 et j'ai vu des changements dramatiques par rapport à la situation de l'époque à laquelle j'avais quitté le pays, 33 ans plus tôt. De grands changements certes..., je ne veux pas m'étendre sur ce sujet car certains parmi vous ont visité le pays dernièrement, mais le meilleur moyen de comprendre ces changements est de voir comment l'apartheid a été libéralisé. J'entends par là que si vous êtes noirs mais que vous avez de l'argent, vous pouvez aller dans tous les hôtels ou bars. Peut-être que dans l'État libre d'Orange on vous jetterait à la porte, mais également vous pourriez y aller. Dans les villes, il n'y a pas trop de problèmes que vous auriez eu à tous les hôtels, piscines, etc. mais pas dans toutes les régions rurales, malgré l'adoption de la ségrégation raciale. Évidemment, la lutte pour le pouvoir ne concernait pas tellement ces tracasseries, mais plutôt la libération nationale des Noirs et cette question ne serait pas résolue par la simple abolition des lois d'apartheid. Les visiteurs (étrangers en Afrique du Sud qui ne voient plus les entrées séparées, les parcs publics séparés, etc. disent que l'apartheid est maintenant mort. Voilà. De Klerk administre comme un grand pacifique, une sorte de Gorbatchev qui va volontaire-

ment saboter son propre systizme, libcErer
Mandela, renoncer au pouvoir et mon-
trer la nouvelle voie.

De Klerk: un partenaire ((forc6)
Mandela et De Klerk entrent donc en
partenariat pour apporter les change-
ments. Lorsque j'utilise le terme de
a(partenariatm beaucoup de personnes,
membres de l'ANC on non, sbffusquent
car ils disent nous ne sommes pas des
partenaires du wgimem En maliw, il
fallait construire cette relation de
partenariat entre les deux forces, le gou-
vernement, d'une part, et YANC, dlautre
part. Pourquoi?

Tout dlabord, du point de vue du mouve-
ment d(Emocratique, et fentends par la,
Pensemble des organisations, des syndi-
cats, des (\$glises, etc. (pas seulement
PANC, meime si parfoisje simplifierais en
ne citant que l'ANC), il titait clajr en 1990
que le gouvernement nhllait pas Qtre
vaincu par la force. La lutte armei'e, les
gmves, malgm la force du mouvement
syndical, et autres moyens de lutte rfal-
laient clairement pas aboutir a une d6
faite totale du mgime. Le wgime pouvait
(atre battu dans plusieurs domaines mais
il aait toujours au pouvoir. Il my avait
aucun Mel espoir que la lutte armt\$e pou-
vait un jour renverser le rt5gime. La si-
tuation aait diffbrente qu,en Angola 011
an Mozambique, 01) le gouvernement por-
tugais, suite a son effondrement, dt\$cidait
de renoncer a ses colonies et de slen aller.
De toute fagon, 01) les sud-africains Blancs
pourraient-ils aller? Les Blancs allaient
rester en Afrique du Sud. Le mouvement
de libe\$ration nk\$tait donc pas dans une
position 01) il pouvait battre Pennemi. Du
point de vue du mgime, il n\$tait en aucune
position pour pouvoir continuer comme
pmmdemment. Le systEme dlapartheid
ne pouvaitpas perdurer, il (Etaiten faillite,
dans un cul-de-sac. C'est de cette situa-
tion que le processus de n9gociations est
mi Si Yon ne comprend pas cela, le pro-
cessus de m\$gociations ne peut are que
d9cevant. Pour beaucoup dlentre nous
qui comprenons bien cette situation, il
reste mammoins d6cevant, car nous es-
pa'ions pouvoir obtenir plus de conces-
sions de la part du gouvernement. Bref,
les neigociations ont commend par ce
compromis fondamental. On ne peut pas
dire que si Yon a le soutien de 80 -
85% de la population dans le pays,
on peut gouverner. Les structures 5
9tatiques, labureaucratie, les fonc-
tionnaires de Mtat, les services de
sci-curiw et les services de renseignements
sont tous dans les mains de moins de 14%
de la population. Ce serait tms dif'flcile de
gouverner dans ces conditions; il faut
continuellement garder cela en mtfzmoire.

L..1

Nous avons actuellement une situation
01) la bureaucratie, 121 police, ParmtEe, et
les services de renseignements ne sui-
vent pas forc5\$ment les d9cisions prises a
la table des ntEgociations. Entre paren-

thases, les services de renseignements, que nous oublions souvent mais qui ont la réputation d'être comparables à ceux d'Israël, sont cruciaux dans tout ce processus. Il est très étonnant de constater que les mêmes services de renseignements qui avaient été aussi efficaces dans leur travail contre les mouvements de libération sont aujourd'hui incapables de surveiller les activités de ceux qui cherchent à nuire le processus de paix par la violence. Ces services qui savaient il y a quelques années comment, 01') et qui je rencontrais à Genève ne sont manifestement pas utilisés aujourd'hui.

Quelle (démocratie) pour l'Afrique du Sud ?

Le gouvernement garde, donc, le contrôle des changements, de cette évolution contrôlée) par l'intermédiaire des structures parlementaires du régime de l'apartheid.

Assemblée générale
 Haut-rivières pour le gou-
 vernement, encore
 aujourd'hui, est le par-
 lement actuel à trois
 chambres (une pour les
 Blancs, une pour les
 Noirs et une pour les
 Indiens). Ce parlement
 de l'apartheid, pour De
 Klerk, reste donc sou-
 verain. Ce qu'il veut
 faire est amener un
 changement à partir de
 cette structure en in-
 troduisant des visages
 noirs au pouvoir dans ce même parle-
 ment. Souvenez-vous, notre pre-
 mière participation à tous ces
 6 de savoir si De Klerk accepterait le
 principe une personne, une voix
 mais tout est oblique de l'accepter car
 la situation globale était telle que Yocci-
 dent exigeait l'application de ce principe
 pour l'Union Soviétique et d'autres
 territoires. Je me souviens quand nous
 avons rencontré le Secrétaire aux Affai-
 res Étrangères britannique et qu'il nous
 a dit, quoi qu'ils disent, nous n'accep-
 tons rien de moins que la mise en place du
 principe une personne, une voix. Nous
 avons alors eu un important as-
 pect de la campagne anti-apartheid n'était
 pas nécessaire, car les puissances occi-
 dentales s'étaient données la parole. Ainsi,
 tout le monde est prêt à voir la Démocra-
 tie en Afrique du Sud, mais le Parti Na-
 tional et le gouvernement sud-africain
 parlent encore aujourd'hui d'une forme
 particulière de démocratie. Voilà une si-
 tuation unique, dans laquelle une ma-
 jorité peut obtenir jusqu'à deux tiers des
 voix au cours d'une élection, mais il faut
 absolument que le pouvoir démocratique
 lui échappe. Quelle situation étrange, si
 on y pense ! Mandela peut gagner 60 à
 70% des voix mais il ne doit pas être
 autorisé à gouverner, comme tout autre
 parti politique dans les démocraties du
 monde pourrait le faire s'il gagnait une
 majorité. (Section de la même manière. Il doit gou-
 verner dans le cadre des anciennes struc-
 tures, et ceci est évident dans tous les
 accords, particulièrement à l'heure ac-
 tuelle. La majorité ne doit pas accéder au
 pouvoir total. Pourquoi la majorité a-t-
 elle accepté cela ? Elle n'a pas le choix.
 Imaginez que vous avez gagné la ma-
 jorité et que vous entrez dans les locaux du
 gouvernement pour exercer votre pou-
 voir politique mais que toute l'adminis-
 tration n'applique pas vos décisions, alors
 vous êtes qu'un gouvernement fantôme.
 La tâche serait extrêmement difficile. Le
 seul moyen de gouverner est d'avoir, à
 son côté, des dirigeants politiques des
 anciennes structures pour leur dire qu'ils
 doivent également changer. Il y aura
 certainement des risques de coups d'état
 car certaines personnes penseront qu'el-

les n'ont rien à perdre. UANC doit donc partager le pouvoir quelque soit le résultat des élections. Ceci se trouve dans les accords signés; pendant les 5 à 10 premières années, il y aura un gouvernement de coalition au pouvoir. Un minimum de 5% des voix est nécessaire pour qu'un parti politique soit représenté à l'Assemblée Constitutionnelle, puis, par la suite, au nouveau gouvernement. Certains Noirs se demandent donc pourquoi voter pour PANC si de toute façon PANC devra partager le pouvoir avec les Blancs. Une économie capitaliste (à 5, - forme)

Quels sont les problèmes que ce nouveau gouvernement devra affronter? Il y aura les conséquences de l'apartheid. L'économie sud-africaine a toujours été une économie capitaliste et le pays est en faillite, la dette extérieure est lourde et l'économie est strictement contrôlée par l'Etat. On oublie souvent que l'économie sud-africaine est la plus nationalisée de toutes les économies du continent africain. Quelques mots d'explication: Avant 1948, le peuple Afrikaner, essentiellement formé d'agriculteurs, était économiquement très faible. Avec l'arrivée au pouvoir du Parti National en 1948, le gouvernement nationalisé de nombreuses entreprises dans le but de fournir aux Afrikaners une entrée dans les milieux économiques et financiers, jusqu'à leur accès à la communauté anglophone. Ce fut une réussite indéniable pour les Afrikaners. Cette constatation est paradoxale lorsqu'on pense aux critiques formulées contre une éventuelle politique de nationalisation menée par UANC. De plus, l'économie sud-africaine peut être considérée comme une économie de gaspillage. Le maintien des structures de l'apartheid, les dépenses militaires et le coût des sanctions, ou de leur contournement, ont laissé un héritage lourd de conséquences. Même en termes capitalistes, l'économie d'apartheid de l'Afrique du Sud, orientée vers les seuls besoins des Blancs et utilisant pas l'immense réservoir de main-d'œuvre Noire, c'était une économie basée sur le gaspillage.

Les vestiges de 300 ans de colonialisme et, plus tard, d'apartheid font que la terre est presque exclusivement dans les mains des Blancs. Les terres occupées par les Noirs sont surpeuplées, dégradées et inutilisables. Les conditions déplorables de santé, de logement (plus de 3.5 millions de squatters), d'éducation, d'approvisionnement en eau, etc. sont catastrophiques. Le nombre de personnes fuyant les régions rurales, sans possibilité d'emploi, pour se retrouver, toujours sans

emploi, dans les bidonvilles des grandes agglomérations, les déplacements de populations, le taux de chômage à 40%, la distribution totalement inégale des res-

Assemblée g(%n(5.rale
 sources sont un haitage lourd pour tout
 nouveau gouvernement. Comment faire
 face à une telle catastrophe sans la mise
 en place d'un vaste programme d'aide
 internationale équivalent au Plan
 Marshall pour l'Europe? Malheureusement,
 il n'y a aujourd'hui aucune pers-
 pective d'une aide internationale de cette
 envergure.
 Existe-t-il une voie de sortie?
 Comment l'Afrique du Sud du futur va-t-
 elle pouvoir se développer tout en répon-
 dant aux besoins de toute la population?
 Le projet consensuel, bien qu'il y ait des
 divergences, est le suivant: l'Afrique du
 Sud doit attirer des investissements
 étrangers, l'économie doit être celle d'une
 économie capitaliste normale et la crois-
 sance doit être encouragée, une ma-
 nière qui protège cette économie, je re-
 viendrais à cette notion de protection
 tout à l'heure. Il faut donner confiance
 aux Blancs pour qu'ils ne quittent pas le
 pays, ce qui ferait souffrir l'économie.
 Mais tout cela, la petite part de la crois-
 sance (l'économie qui reste peut faire
 travailler pour résoudre les nombreux pro-
 blèmes sociaux. Imaginez, alors que la
 croissance (l'économie mondiale est fai-
 ble, il faudrait promouvoir une forte crois-
 sance en Afrique du Sud? On peut calcu-
 ler que pour simplement maintenir le
 taux actuel d'emploi, sans s'attaquer à
 d'autres problèmes, il faudrait avoir une
 croissance de 15%! C'est irréalisable.
 Ensuite, que fait-on avec une croissance
 suffisante? Il faut obtenir des prêts. Cer-
 tes, lorsque les sanctions seront levées à
 la fin du mois avec l'entrée en fonction du
 Conseil Exécutif de Transition (TEC),
 l'Afrique du Sud obtiendra des prêts du
 FMI et de la Banque Mondiale. Ces prêts
 seront conditionnels et assortis de clau-
 ses particulières comme tous les prêts du
 FMI. Il n'y a aucune raison de penser que
 le FMI traitera l'Afrique du Sud
 différemment que la Tanzanie, l'Angola
 ou le Mozambique. Les prêts venant du
 secteur privé) seront essentiellement liés
 au refinancement de la dette actuelle,
 et là, vos banques suisses seront large-
 ment impliquées. Bien sûr, qu'elles cher-
 cheront à gagner le maximum possible,
 les taux d'intérêts seront élevés. Il y aura
 donc peu de place pour une croissance
 économique car le pays devra rembour-
 ser des intérêts importants.
 Je ne pense pas qu'il y aura beaucoup
 d'investissements étrangers, à l'exception
 peut-être de domaines orientés vers
 le marché des consommateurs. Par exem-
 ple, Coca-Cola pourrait installer une fa-
 brique, mais il ne s'agit pas là d'un inves-
 tissement de développement à long terme
 permettant de créer de nombreuses pla-
 ces de travail. Les investisseurs voudront
 voir une plus grande stabilité: dans le
 pays, c'est-à-dire moins de violence, avant
 d'investir à long terme. Il faudra, par
 exemple, attendre plusieurs années avant

que Toyota construise une usine en Afrique du Sud. Le commerce avec l'Afrique du Sud va certainement se développer. Par exemple, vous trouverez de plus en plus de vins sud-africains (très bons d'ailleurs) en compétition avec les vins sud-américains ou australiens sur le marché européen. Certaines personnes pensent à un accord pour faire respecter par les producteurs sud-africains avant qu'ils puissent accéder aux marchés occidentaux. Quels seront les critères? Prenons un exemple: Les conditions de travail des Noirs dans les vignes du Cap sont très mauvaises. Vous voudrez donc empêcher l'Afrique du Sud de vendre ses vins à Varanger, mais vous trouverez des responsables politiques, issus du mouvement de libération mais ayant besoin de devises étrangères, qui vous diront, ((pourquoi voulez-vous saboter notre nouvelle indépendance? Des attentes (anormes... J'aimerais maintenant penser à la majorité des sud-africains, comment verront-ils la situation? Comme vous le savez, nous avons en Afrique du Sud d'énormes différences à l'intérieur du même pays. Se trouvent-elles une richesse et une pauvreté (\$normes. La plupart des Noirs en Afrique du Sud savent comment vivent les Blancs, ils connaissent leur niveau de vie, leur opulence... Ils se sont habitués au travail, mais un groupe rentre à la maison en Mercedes, l'autre attend le bus 9 un après-midi 01) il risque de se faire tuer. Les Noirs savent que c'est le système d'apartheid, de partage inéquitable, qui a permis aux Blancs de vivre ainsi, ils savent donc que c'est du vol. Par conséquent, leurs attentes sont normales; ils s'attendent à ce que leurs enfants survivent, ils espèrent trouver un emploi, ils ne s'attendent pas nécessairement à vivre dans de grandes maisons, mais ils ne recevront même pas les choses fondamentales qu'ils attendent. Nous devons faire face à une importante crise Watten-

tes.
...pour des résultats me'a- 7
diocres
Comment le nouveau gouvernement pourra-t-il agir? SH1 cherche à mobiliser des fonds pour répondre à ces attentes, les Blancs diront qu'ils ont peur et qu'ils veulent quitter le pays. Il faut donc promouvoir l'économie et rassurer les Blancs, ce qui revient au 00e! Il ne faut donc pas que les Noirs aient trop de pouvoir, il ne faut pas qu'ils puissent imposer une taxation plus sévère pour les Blancs, cela pourrait endommager l'économie et faire fuir les Blancs. On parle parfois, surtout dans le milieu des églises et du bout des lères, de compensations pour les torts commis par l'apartheid. Ne parlons pas de la notion de redistribution... Ce sera extrêmement difficile pour Nelson Mandela et son gouvernement de résoudre ce problème. Je n'ai aucune idée de la solution. L..1

Les sanctions (\$conomiques

La position officielle sur les sanctions
monomiques, malgm le fait qdelles sont
de moins en moins applicuaas, est qwel-
les seront probablement relachas a la
fm du mois, lorsquhn accord aura M
\$ng au sujet du Conseil Emcutif de
Transition (TEC). UANC et les (Eglises
ont d0nn\$ des signaux contradictoires
au cours des derniers mois. Uembargo
sur les armes et le parole restera en

Assemblée générale 1995

vigueur jusqu'à la mise en place (Fun
gouvernement démocratique, approxima-
tivement dans une année. L'embargo sur
les armes est très confus pour plusieurs
raisons. Premièrement, seule l'interdic-
tion de la vente d'armes à l'Afrique du
Sud est une décision formelle. L'achat
d'armements sud-africains et l'exposition
d'armes sud-africaines ne sont pas for-
mellement interdits par l'ONU, mais seu-
lement d'un conseil. L'actuel gouverne-
ment sud-africain cherche à conclure de
nombreux contrats de vente d'armes, en
particulier avec des pays dont les régi-
mes sont mûrs pour leur répression
brutale. Il se pourrait que lors d'une
visite de Nelson Mandela en tant
que Président de l'Afrique du Sud,
à Paris en 1995 par exemple,
celui-ci se trouve embarrassé par
des histoires de ventes d'armes
des gouvernements répressifs. C'est clai-
rement une tactique du gouvernement
de De Klerk dont le but sera de dischi-
ter les futurs dirigeants politiques Noirs.
En attendant, l'argent gagné par la vente
de ces armes se trouve probablement à
Paris dans des banques suisses. Les mê-
mes remarques peuvent vraisemblable-
ment être faites au sujet de l'industrie
nucéaire.

Les Pilatus

Vous connaissez de l'histoire des Pilatus
(voir l'article dans Non à l'Apartheid, no
67, n°1) : permettez-moi néanmoins d'en
dire deux mots. La Suisse ne peut de
profiter du fait que l'embargo sur les
armes n'est respecté que dans la majorité des
pays vendeurs potentiels. Les
Pilatus vendent donc en possibi-
lité de conclure rapidement un contrat de
vente pour ses avions PC-7. Nous n'avons
fait campagne et je crois que, d'une cer-
taine manière, nous avons réussi car l'inten-
tion de la communauté internatio-
nale n'est pas de conclure sur cette vente d'avi-
ons par la Suisse. Dans un premier temps,
la vente engendra la colère de l'ANC, puis
sa politique a changé après des rencon-
tres en Suisse au début du mois de juin de
cette année. L'ANC, comme
le mouvement Anti-Apartheid l'a fait,
quelle que soit leur position. La réponse de
Thabo Mbeki a été la suivante : ((Nous
avons discuté et nous pensons que si la
livraison des avions ne se fait qu'après
les élections, alors elle ne se fait pas au
gouvernement actuel. En d'autres ter-
mes, l'embargo sur les armes est destiné
à empêcher le rythme de De Klerk d'obte-
nir des armes. Étant donné que ces ar-
mes ne seront livrées qu'au
futur gouvernement, elles
ne sont donc pas concer-
nées par l'embargo.

Deuxièmement, Thabo

Mbeki disait que l'ANC

allait discuter avec l'ANC

sud-africain pour trouver

une solution. Le problème

avec ce type de compromis
est qu'enfin se trouve
dans un coin, ce coin de-
vient inévitablement de
plus en plus restreint. De-
puis, le Conseil de Sécurité
de l'ONU a décidé que
la vente des avions Pilatus
violation de l'embargo sur les
armes. Nous avons donc
un problème juridique
dans l'application (Yuneloi
internationale, même si,
politiquement, l'ANC a
donné une certaine légitimi-
té à la vente des avions
de Pilatus. Malgré le refus
initial du Canada et de la
Grande Bretagne, qui four-
nissent, respectivement,
les moteurs et les sièges
(il est évident que ces deux pays
finissent encore pris en
détail finale quant à leur
participation. Le Conseil
Océanique des Eglises Sud-Africai-
nes, toujours opposé à la livraison des
P07, a fait connaître son avis aux am-
bassades Suisse et Canadienne au Cap.
Nous sommes maintenant dans une situation
ambiguë de l'ANC dans cette
affaire a rendu son travail de surveillance
de l'embargo militaire très difficile à pour-
suivre.

Faut-il renoncer à l'embargo militaire?
Cette question est très délicate. Pour
lutter contre la violence dans le pays, le
futur gouvernement démocratique pour-
rait avoir besoin de matériel militaire,
des hélicoptères, par exemple. Ce serait
une violation de l'embargo. L'Afrique du
Sud possède un savoir faire et du maté-
riel extrêmement efficace, peut-être le
meilleur au monde, pour l'élimination de
mines. Ce matériel pourrait être utilisé
en Angola, au Mozambique ou en Somalie
mais se serait encore une fois une viola-
tion de l'embargo. Il faudrait modifier
l'embargo sur les armes de manière à ce
qu'il ne soit pas contre-productif. Cer-
tains éléments pourraient, après un con-
trôle de l'ONU, être exemptés de l'em-
bargo militaire. Nous allons tenter de
clarifier la situation très prochainement
avec l'ANC et l'ONU. Aurons-nous assez

Assemblée générale
de temps?

La mise en place du TEC

Avant de conclure, il faut que favorable la question des derniers événements politiques en Afrique du Sud. Le 7 septembre un accord est intervenu sur la mise en place du Conseil Exécutif de Transition (TEC) comprenant tous les participants aux négociations et dont certains pourront légiférer. Le TEC se réunira à la fin du mois de septembre pour (établir) 7 à 9 Comités Exécutifs Subsidiaires (Affaires Intérieures, Affaires Militaires, etc.) qui prendront des décisions à la majorité absolue (2/3 des voix). Buthe lezi, pas d'accord avec ce système, vient de faire appel à la Haute Cour de Justice. 8,11 gagne, tout le processus doit (être) annulé et repris 9 mois. En attendant, le parlement actuel, qui doit encore ratifier ces décisions, gardera le pouvoir exécutif. Il y aura donc des problèmes délicats que je peux le mieux illustrer par un exemple: Admettons que Thabo Mbeki soit président du Conseil Exécutif Subsidaire pour la Défense. Il devra maintenant moins collaborer avec l'actuel Ministre Sud-Africain pour la Défense et toute l'infrastructure militaire du régime!

Des observateurs internationaux

Nos priorités actuelles sont les questions, évidemment cruciales, et la violence pendant cette période. Il y a des observateurs extérieurs qui se présentent pour la période (Électorale). J'ai toujours méfiance au sujet des observateurs extérieurs. Ce n'est pas parce qu'ils ne font pas du bon travail, mais plutôt parce qu'ils bloquent des ressources internes. Un observateur suisse en Afrique du Sud mobilise 4 à 5 personnes pour le prendre en charge. Ce serait mieux de donner l'argent aux sud-africains pour qu'ils surveillent eux-mêmes les élections, mais je crois que nous n'obtiendrons pas les observateurs (étrangers). En comparaison avec l'Angola, il faudrait 28 000 observateurs (étrangers) en Afrique du Sud. Pour des raisons financières, ce ne sera jamais le cas. Plus important que d'avoir des élections libres et justes, il faut qu'elles soient légitimes. J'entends par là qu'il faudra une participation d'au moins 90% de l'électorat. Non seulement faut-il que la grande majorité participe au scrutin, mais il faut aussi que tout le monde soit prêt à se soumettre aux résultats obtenus. Attitude de Buthe lezi, (si je gagne, d'accord, si je perds, alors je fais

la guerre), ne Kgitimise pas ces (Sections. Pendant la période Qectorale on peut s'attendre à des coups bas du régime contre l'ANC et à une violence omniprésente. Pour limiter cette violence, on parle d'une (milice de paix), interne composée de membres de l'armée et de la police sud-africaine, de l'ANC, de l'Inkatha et d'autres mouvements. Cette (milice de paix serait le début d'une nouvelle police intérieure. Les ONGs proposent, au contraire, une surveillance internationale par des Casques Bleus car elles pensent qu'une surveillance interne ne sera pas suffisante.

Quel rôle pour les MAA

En conclusion, avec la fin de l'apartheid, quel peut être le futur rôle des mouvements anti-apartheid? La plupart des militants, en cherchant de nouveaux moyens de manifester leur solidarité, pensent exclusivement à l'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud est plus connue pour ainsi dire que le reste de l'Afrique australe. Je pense que c'est une tragédie que l'Angola, la Zambie, le Zimbabwe et le Mozambique soit largement oubliés. Ces pays ont souffert et souffrent encore probablement plus que l'Afrique du Sud elle-même des conséquences de la politique d'apartheid. C'est facile d'oublier cela. Le mouvement anti-apartheid britannique a déridé dernièrement, lors d'une grande réunion à Londres, d'orienter son travail vers toute la région d'Afrique australe. Nous ne voulons pas permettre un développement de l'Afrique du Sud au détriment des autres pays de la région. Si les mouvements anti-apartheid ne font pas l'effort d'inclure tous les pays de l'Afrique australe dans leurs programmes, personne ne le fera et nous courons alors vers la catastrophe. L'Afrique du Sud est devenue une puissance dominante dans la région, ce serait un danger majeur.

1 Conférence adhésive au Mouvement Anti-Apartheid de Suisse lors de sa dernière Assemblée Générale.

2 M. Minty est directeur de la Campagne mondiale contre la collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud.

S6.cheresses

S5cheresses sud-africaines

un d5sasfre sud-africain dbrigine humaine

La crise dans l'approvisionnement

d'eau des rgions rurales

de l'Afrique du Sud est d'avantage

liée à une mauvaise gestion,

In corruption et la d5prava-

tion structurelle qu'à la

pluviosité.

La sécheresse est brisée. De nombreuses

rivières coulent à leur capacité quasi-

maximale. Pourquoi, donc, y a-t-il encore

dans les rgions rurales de l'Afrique du

Sud environ 10 millions de personnes

sans un approvisionnement sûr et cons-

tant d'eau potable? La réponse, comme

cela est souvent le cas dans ce pays, est

d'avantage liée à la politique et

le développement qu'aux condi-

tions météorologiques. Car, 91

0 l'image d'autres événements, la

sécheresse n'est pas une catastrophe

naturelle, mais plutôt une tragédie

provoquée par l'homme, le résultat

d'une négligence prolongée, des investis-

sements inadéquats, une mauvaise ges-

tion, la corruption et, l'ensemble de la

politique d'apartheid.

La déprava-tion structurelle, les inégalités

(dans le développement des ressources

en eau et la création des homelands

ont laissé des portions entières de la

population sans accès à de l'eau sûr. Le

Dr. Johann Erasmus, météorologue à

l'Institut pour le Contrôle du Sol et du

Climat, explique: 980113 la politique de

Apartheid, une fausse situation a m-

crée. Un grand nombre de personnes fut

concentré sur de petites surfaces de terre

non-productive... L'Apartheid créa une

situation ressemblant à une sécheresse

qui ne devait pas l'être

Les Blancs les premiers dans la

queue

Une partie du problème réside dans la

définition gouvernementale du mot (sé-

cheresse Cette définition fut générale-

ment basée sur les besoins de la commu-

naute des paysans Blancs - et l'essentiel

des subsides fut destiné à soutenir ces

fermiers Blancs en difficulté. Dans le

passé la stratégie contre la sécheresse

ne concernait que quelques fonds mini-

maux pour les homelands, sans (Évalua-

tion des vrais besoins ni de la gravité de

la situation. Ces droues noirs n'ont point de

vue du développement ont presque

totallement ignorés. Peu de villages de

l'Afrique du Sud rurale (y compris les

homelands) ont un véritable système de

distribution (l'eau).

Des 200 millions de rands (environ FrS.

100 millions) alloués à la lutte contre la

sécheresse par le gouvernement, seuls

19% sont destinés aux Noirs - malgré le

fait qu'ils représentent 93% de la popula-

tion rurale. Les inégalités économiques

dominent la survie.

Pendant les cinq dernières années, 2.5

milliards de rands (environ 1.25 milliard

de francs) ont m d5pens5s en aide urgente pour les fermiers Blancs. ((Certains agriculteurs sont prfats a prendre des risques etmettre en danger toute une woolte sachant que des subsides pour la seScheresse existent en compensationg d5clare Dr. Erasmus. Il souligne que la majeure partie de Paide aux paysans se retrouve dans les mains des Blancs car ils savent comment obtenir ces subventions - et ils usent de leur avantage politique pour b5n5flcier largement de ces fonds.

LWrrigation est un autre domaine de diffaence de traitement. Soixante pourcent de Veau sud-africaine est employtSe a cette f'm; dans certaines wgions, les paysans payent 5 cents (2.5 centimes) par metre cube dleau nomtrauwe, alors que dans les Mgions rurales les gens payent jusqu'a 25 rands (12.5 francs) pour la mfame quantiwi.

Les observations dlun inge'a-nieur 65tranger

Lling5nneur britannique, Ian Johnson, fut envoyt\$ en Afrique du Sud par PAssociation des Ing5nieurs contre les D6!sastres (Register of Engineers for Disaster Relief). Pay5 par le gouvernement britannique, il est venu en Afrique du Sud - a la demande du gouvernement sud-africain - pour Maluer les besoins dhrgence. II a pass5 la plus grande partie de son temps au Venda, une des Mgions les plus frapp5es par la s5cheresse. Johnson d5-clara a la presse que cette s5cheresse 42tait non seulement pmvisible, mais qu'elle aurait pu titre (Svimmem par francine joss'

xAvec autant de ressources et dlexpertise, une telle wcheresse n'aurait pas dfl se produirep dit-il. xIl semble y avoir un manque dbugagement aussi bien de la part du gouvemement du Venda que du D5partement sud-africain des EauXm Johnson - qui a m impliqu5 dans la recherche etPapplicati on de mesures contre des sefmheresses en Somalie et en Iraq - 5crivit un rapport accablant. Ce rapport fut pr5sent5 aux autoriws. Johnson souligne qu5il nla jamais travaill63 dans un environnement aussi chaotique que llAfrique du Sud.

La lourde bureaucratie matique, y compris le fait qu'il existe 52 d5partements concem5s par divers aspects de la Sahe-resse, a freirw une intervention efficace. Dans les homelands et les territoires autonomes, Pabsence dlune distribution de secours organis5e, de ressources et dlexpertise a conduit A une planiflcation inad5quate et une mauvaise gestion, ajoute Johnson. l(Sillaugmentation et la maintenance des wseaux de distribution dleau avaient suivi Vaccroissement de la population dans les homelands, il n'y aurait pas en de situation critique semblable a une s5cheressew conclut-il dans son rapport.

La spirale de la seicheresse

Ce sont les Noirs, pauvres et ruraux,

habitant des communautés
marginalisées, qui sont les plus vulnérables à la sécheresse car ils n'ont pas de
moyens d'y faire face. Pour ces gens, la
pression de la sécheresse a un effet cumulatif: la
pression nutritionnelle, économique et
sociale. Le chômage, la malnutrition et
la migration forcée sont tous engendrés
par la sécheresse. Ajoutez une récession
économique et il devient clair comment
des millions de personnes à la limite de la
paupérisation basculent vers le dénuement
total. Ceux qui restent dans les régions
rurales sont incapables de cultiver quoi-
que ce soit pour leur propre subsistance.
Ils font face à des prix exorbitants, mais
ne peuvent plus compter sur une remise
de la part des petites villes car les licen-
ciements et le chômage progressent.
La perte de bétail a augmenté; seulement
dans le Transkei 150 000 têtes de bétail
sont mortes depuis le début de la saison
1992-93, et 200 000 de plus seront per-
dus si la sécheresse se poursuit pendant

Sc\$cheresse

Yhiver. Pour ceux qui mesurent leur richesse par l'importance de leur troupeau, le déclin est guette. Bill Gibson, un secouriste volontaire de l'organisation Wolunteers in Overseas Cooperative Assistance dit que dans certaines régions il est difficile de faire la distinction entre des problèmes (l'approvisionnement en eau, des problèmes politiques et des problèmes de malnutrition. Bien qu'il y ait peu de famine dans les villages sud-africain, la malnutrition est visible dans de nombreuses régions rurales. Les programmes d'assistance alimentaire sont limités, les cliniques sont rares et dispersées et l'infrastructure est rudimentaire. La crise de la Sc\$cheresse est donc d'avantage liée à la pauvreté et à la déficience des régions rurales qui simplement a une déficience en eau.

Haut et sec

Les ingénieurs britanniques en visite ont trouvé un certain nombre de communautés avec des équipements (pompes, etc.) défectueux, aucune gestion intermédiaire ainsi que des techniciens sans formation adéquate et sans outils pour réparer les défects. La mise en place de programmes d'approvisionnement en eau dépendait essentiellement d'experts et de spécialistes consultants, désresponsabilisant ainsi les communautés. Souvent, les habitants ne savaient même pas comment annoncer une panne. Dans la région du Natal / KwaZulu, existaient 2500 puits sans pompe. Dans le Venda, à fin mars 93, 40 puits demeuraient non-fonctionnels, et 58 villages n'avaient toujours pas un approvisionnement régulier en eau - et ceci après 8 mois de travail d'assistance dans la région. Les rumeurs de corruption abondent. L'assistance, surtout en eau on a des motions alimentaires peuvent entraîner des armes politiques, distribuées aux personnes soumises à la dictature. Les tentatives de soulagement de la crise sont entravées par la bureaucratie et les mauvaises communications. Les fermiers blancs irriguent leurs terres alors que les communautés noires vivent quotidiennement dans l'espoir d'avoir de l'eau.

Uapws Michel Kassa, coordinateur à l'Agence sans Frontières, le gouvernement doit comprendre que la priorité est l'approvisionnement des communautés et non le commerce. Initialement en Afrique du Sud pour travailler avec des réfugiés mozambicains, Michel Kassa

Frontières se trouva impliqués dans les efforts de lutte contre la sécheresse car ((on ne peut rien faire sans eau.)). Kassa ajoute qu'un fait d'étrangeant est le nombre de régions touchées par la Sécheresse ayant reçu des équipements tels que des pompes, mais l'hécaté équipement avait en panne.

Que faire?

Tous les spécialistes auxquels j'ai paré sont en faveur d'une restructuration complète de la stratégie c'est-à-dire contre la sécheresse. Ceci inclut une meilleure organisation et application des mesures d'urgence, ainsi qu'un développement à long terme des régions rurales afin de s'assurer que la Sécheresse ne resurgisse pas. Ils disent que l'approvisionnement en eau doit devenir une priorité (à destination des communautés et non du commerce) et que des fonds devraient être canalisés vers un système

de lutte. Des programmes de développement nutritionnelle sont (également) vitaux pour les communautés marginalisées.

Mais leur impression générale est qu'un changement radical doit s'effectuer dans l'allocation des ressources gouvernementales. Ainsi que me l'a dit un ingénieur, les obstacles sont nombreux dans le système et doivent donc être résolus de manière à éviter une rechute.

Les exemples d'autres pays développés montrent clairement qu'une bonne comparaison peut annuler certains aspects d'une sécheresse. Une politique anti-sécheresse efficace - allant à la rencontre des besoins de tous les sud-africains - est essentielle pour le futur développement de ce pays. En attendant, des milliers de milliers dans les régions rurales continueront à prier qu'aujourd'hui il y aura assez d'eau, et peut-être que demain il pleuvra suffisamment pour que les cultures poussent. I

Source: Traduction d'un article paru dans *Work in Progress*, no. 90, juillet / août 1993. 1 Francine J 058 fait part de ses observations à la suite d'un voyage de deux semaines au nord du Transvaal.

Negociations

Hypothétique démocratisation en
Afrique du Sud

EANC dans l'engrenage des concessions
face au pouvoir blanc
par Pierre Baude

Dans les cités noires d'Afrique du Sud, la situation semble déjà aller
vers le chaos total. Pourtant, les principaux partis s'étaient enfin
entendus, en juin dernier, pour fixer au 27 avril 1994 la date des
premières (Elections démocratiques. Mais, évidemment depuis l'annonce
de cet accord, la police a rapporté, plus de sept cents meurtres
perpetrés principalement dans les ghettos de la région de
Johannesburg. La fusillade à l'église Saint-James du Cap, 9. la mi-
juillet, où douze Blancs ont été tués et cinquante-six autres blessés, a
encore accru la pression. Cherche-t-on à rendre le pays

Sur le papier, l'Afrique du Sud semble à
la veille de valider le rêve d'une Démocratie
non raciale proposée par M. Nelson
Mandela au lendemain de sa libération,
en février 1990: (Nous mettrons
fin au monopole du pouvoir po-
litique par les Blancs. Nous
restructurerons le système éco-
nomique et politique pour (élimi-
ner les inégalités créées par l'apartheid.
Nous démocratiserons de fond en comble
cette société

En effet en juin dernier, les divers partis
politiques, dont le Congrès national afri-
cain (ANC) et le Parti national (PN),
signaient un accord qualifié

historique. En vertu de cette entente,
les premières élections nationales libres
doivent avoir lieu le 27 avril prochain.
D'ici là, l'ANC et le gouvernement met-
tront en place un (conseil exécutif de
transition qui constituerait en quelque
sorte un supergouvernement veillant à
la bonne marche du processus.

Parallèlement, les négociations se pour-
suivaient pour élaborer une Constitution
provisoire dont le projet a été rendu
public le 26 juillet. Elle devrait être en-
dossée, ou complétée, par l'Assemblée
constituante (Sous le scrutin d'avril 1994.
Mais la recrudescence de la violence (lire
l'encadré) inquiète tous les responsables
politiques. Pour le gouvernement, si les
choses vont mal et si le processus de
transition est menacé, c'est la faute d'une
mystérieuse (troisième force armée
de l'extrême droite et de militaires diaboliques,
qui chercheraient à déstabiliser le proces-
sus de négociation en cours. En effet,
l'extrême droite blanche, bien armée et
bien entraînée, bénéficie de complicités
évidentes au sein de la police et de l'armée
et clame haut et fort qu'elle n'accep-
tera jamais de (capituler. Hélas de la
droite afrikaner, ex-commandant en chef
ingouvernable?

De l'autre côté, le général à la retraite
Constand Viljoen, est explicite: (Si le
peuple afrikaner est menacé, il se soule-
vera et se défendra, avec tout le pouvoir
dont il dispose

Depuis quelques mois, la droite (mode
vieux) - en fait, essentiellement le Parti
conservateur - cherche à construire une
alliance politique avec les milieux natio-
naux du mouvement nationaliste AWB de

M. Eugwe Terreblanche. Sorte de grand front du refus, le Comiw de 11 unite\$ (Volkseenheidskomittee), mcegment constitutl et qui munit toute la neibuleuse afrikaner, lwsite entre lejeu politique et Paventure arm9e. Juste avant la signature de Paccord dejuin, plusieurs centaines de militants de PAWB avaient dlailleurs envahi, pacifiquement mais munis dlarmes de poing, le centre des confit\$rences 01) avaient lieu les n63gocia-tions, dans Fapparente indifTeErence des forces de Pordre. Le gma'al Viljoen, en bon politicien, slest (1911181111119 de ce qui aurait pu devenir un bain de sang, mais On s'interroge sur ses intentions melles. Selon M. Steven Friedman, politologue au Center for Policy Studies (universiw du Witwatersrand), da droite a/i-ikaner est tcnttfe de se transformer en OASm Certes, elle en a les capaciteSs militaires. Mais On estime gmaalement que la droite dure 11,8 pas vraiment de solution de rechange politique. Le projet de cwer un dmntoustam blanc quelque part entre la province du Cap et celle du Transvaal est, selon M. Friedman, une mauvaise blague sur le plan 6conomique et dc/mo-graphique. On ne peut pas convaincre une majorittf dQerikaners dhbandonner leur style de vie moderne pour retourner dans le passef et se confiner dans une illusoire ((Reipublique boob). La minorim blanche grogne et shgite, surtout les Afrikaners, mais elle est, somme toute, captive du Partl national au pouvoir, qui est, encore plus quhvant la grande force politique et 9conomique repwsentant la minorit(\$ blanche. Au gouvernement depuis 1949, le Parti national, les mam), comme on les appelle en Afrique du Sud, est devenu un trbs puissant appareil de pouvoir. A Porigine (\$lu sur un programme populiste grace au vote des ((petits Blames), afdkaners, il slest pen a peu transforme? en parti-Etat bien appuyzf: sur la puissante commu-naw des affaires sud-africaine. Sa base Qectorale est constitut\$e par la majoriw des Blancs, afrikaners comme anglopho-nes, convaincus que le grand parti gou-vernamental reste la meilleure garantie pour la prt\$servation de leurs privinges. Depuis 1990, les mam) ont effectw un virage tactique. Mfame si PEtat sud-afri-cain nY-Etait pas militairement menaw par la fronde des mouvements anti-apartheid, les coats pour maintenir Papartheid c\$taient devenus trop Qeva, et les cons(\$quences d9sastreuses pour lle\$conomie sud-africaine. Llarriv9e au pouvoir de M. Frederick W. De Klerk en 1989 avait (1% Voccasion de marquer une nouvelle t\$tape. Comme le notent cer-tains experts proches du PN, ce nlest pas tant que M. De Klerk reprtEsentait la vic-toire des wolombem sur les ((fauconSm Il slagissait plut6t dlun sentiment domi-nant au sein de Pestablishment blanc, que le changement aait non seulement mfzcessaire, mais possiblea.

Pour cet establishment, en effet, la conjoncture était favorable. L'ANC, comme les autres mouvements antiapartheid, se retrouvait en position de faiblesse : l'effondrement de l'Union soviétique, l'aggravation de la crise en Afrique, et notamment dans la région australe, laissent la opposition noire sans arrière-pensée stratégique. Par ailleurs, L'ANC, après les

Négociations

1982 à 1986, se retrouvait pratiquement d'habitude, après avoir appelé de façon préliminaire, à l'insurrection générale.

Tout en restant relativement souples sur le plan tactique, les membres ont voulu établir la ((ligne rouge) qu'ils ne dépasseraient jamais dans le cadre des négociations. M. De Klerk lui-même a plusieurs reprises: ((Pas question de wider la place (à la dictature de la majorité) Dans un mémorandum interne, M. Renier Schoeman, qui dirige le service d'information du PN, a résumé le point de vue dominant du parti de la manière suivante: ((La libéralisation politique doit incorporer des garanties internes ((built-in) et des mécanismes précis qui rendront tout simplement impossible la domination par la majorité. Pour atteindre cet objectif, les dirigeants du régime ont habilement manœuvré sur tous les plans.

Cette entreprise a largement fait appel à la violence, qui, comme on le sait, a semé la terreur à travers les townships depuis 1990. Jamais cette violence endémique, structurelle, n'avait atteint de tels sommets dans l'histoire pourtant sanglante de l'Afrique du Sud. Plus de dix mille morts, des centaines de milliers de déplacements et de sans-abri, des communautés profondément divisées, bref, les ((années de transition), ont vu celles d'une véritable catastrophe pour la population noire. La principale victime politique de l'apartheid a bien sûr été le mouvement de M. Nelson Mandela, qui s'est retrouvé doublement pris au piège. D'une part, le président de l'ANC a dû constater le déclin de sa propre organisation, dont une bonne partie des militants se sont désolidarisés. D'autre part, la violence a polarisé une partie importante des communautés noires. La fracture s'est aggravée sur le plan politique, mais surtout sur le plan social. Des couches croissantes de jeunes désespérés s'adonnent au banditisme organisé pour intimider et terroriser toute la population. La police, généralement, se contente de compter les morts. Bien que la violence ait joué un rôle essentiel dans le déploiement de la stratégie de l'État, le Parti national a surtout pour but d'engranger, de coopter en quelque sorte, l'opposition anti-apartheid, elle lui faisant accepter ce qui, il n'y a pas si longtemps, était impensable.

Ce sont les ((jeunes loups) du PN, notamment les ministres Roelf Meyer (développement constitutionnel), Leon Wessels (main-d'œuvre) et Dawie de Villiers (secteur public), qui ont joué un rôle central dans le cadre des négociations entreprises sous l'égide de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (Convention for a Democratic South Africa, CODESA). Les dirigeants du PN (tel le ministre de la loi et de l'ordre, M. Hernus Kriel et le ministre de la justice, M. Kobie

Coetzee) ont finalement accepté, tout en rechignant l'essentiel de cette stratégie endossée par le président De Klerk lui-même. Pour le moment, les agormistes du PN peuvent s'estimer satisfaits. L'ANC, après par la pression, a consenti à un certain nombre de reculs substantiels, ce qui ouvre la voie à la mise en place d'une démocratie restreinte dans le sens le plus littéral du terme. Toutefois, l'ambiguïté demeure. Le PN ne s'est pas donné une vision stratégique à long terme.

Vers une structure multipartite?

Premier atout du grand compromis, L'ANC a abandonné la règle de la majorité. Quel que soit le résultat des élections, L'ANC a en effet accepté de constituer, avec le PN, un gouvernement d'unité nationale qui dirigerait le pays pendant au moins cinq ans. C'est M. Joe Slovo, président du Parti communiste sud-africain et principal conseiller de M. Mandela, qui a proposé le premier cette politique de compromis, justifiée selon lui par le danger que représentait l'extrême droite. L'argument principal en faveur de l'ANC, c'est que le gouvernement a bien fait comprendre ce qui attendrait l'ANC s'il n'acceptait pas de partager le pouvoir. Le pays sera ingouvernable, a déclaré le président De Klerk.

En vertu de cet accord, le gouvernement d'unité nationale comprendra tous les partis ayant obtenu au moins vingt sièges (le Parlement serait composé d'une Assemblée nationale comprenant quatre cents députés et d'un Sénat immigrant cinq Quas par région). Dans ce contexte, le président ne serait confiné dans un rôle largement symbolique. Cet accord serait valable pour cinq ans, mais, dans les couloirs du PN, on estime que le compromis accepté par l'ANC a toute chance de se transformer en fait accompli. Et, de toute façon, les fortes pressions qui ont formé l'organisation nationaliste à l'été 1993 pourraient faire renouveler l'accord en 1999.

Deuxième grande victoire du régime, le recul de l'ANC à propos du projet de découpage régional. Le mouvement nationaliste avait depuis toujours voulu la mise en place d'un État unitaire fort pour reconstituer la nation et les sociétés sud-africaines, au-delà de la ségrégation raciale. Récemment encore, la commission de l'ANC responsable de ce dossier viendrait cette position: ((Les régions doivent disposer de certains pouvoirs, mais il n'est pas question d'empêcher le gouvernement central de supprimer les inégalités historiques entre les régions, héritées de l'apartheid. Au terme de cinquante années d'apartheid, la population est géographiquement homogène. Les grandes villes, ainsi que des régions importantes comme Le Cap, sont majoritairement blanches et riches.

Une forte proportion des Noirs (près de la moitié en fait) sont confinés dans les bantoustans et les régions rurales. Le découpage d'une forique du Sud des régions risque de reproduire cette polarisation et ainsi de consacrer le droit des populations blanches urbaines, de gérer leurs affaires, notamment dans l'éducation et les services sociaux. Sans pouvoir ni base économique, les régions périphériques, habitées par les Noirs et privées d'un gouvernement central car le gouvernement, devraient se contenter de gérer la pollution, la pauvreté, la marginalisation, bref, le statu quo.

Mais, sous la pression, PANC a finalement conclu que la question du régionalisme devra faire l'objet d'une entente entre les partis, avant l'action de l'Assemblée constituante. La répartition des pouvoirs, des mandats et des frontières des futures provinces sera décidée par les principaux partis en présence, l'ANC et le PN bien sûr, mais aussi le mouvement Inkatha ainsi que par d'autres chefs de bantoustans, qui négocieront, sans mandat, l'avenir de l'État sud-africain pla-

Nc\$gociations

cant ainsi la future Assembwe Que de-
vant le fait accompli. De plus UANC
accepte maintenant que de wastes pou-
voirs soient d volus aux Mgions. Le
porte-parole du PN, M. Roelf Meyer, 8
bien vu le tournant, amrmant quucnfin
les deux parties vftaient sur lc point dc
sbntcndre sur un moddc
dc type f(;d(?raliste)).

En fait, dime maniQre g6
Ainsi, la future Constitu-
tion, qui scellera le destin
de VAfrique du Sud aura

% negocime
14 actuellement
en pMsence,
sans tenir
compte de leur
Cette situation constitue
un (\$n0rme avantage pour
le PN et ses allws. En ef-
fet, Uassembwe qui sera
min% par YANC, sera li-
gowe par une Constitu-
tion et une structure f(\$-
dt\$rable qwelle ne pourra
Plusieurs militants sont
conscients de cette im-
passe. Ainsi, selon
M. Tokyo Sexwale, qui di-
de YANC dans la rthion
de ((PWV), (Mgirm centrale
de Johannesburg-
Pretoria), ((lc gouvcrnc-
vcut en venir. Il shgit dc
nous coupcr de notrc pm-
pre base). Cette situation
permet aux opposants au
Melamer un virage en faveur d,une ac-
tion plus radicale. Alnrs que la mEgncia-
tion est 143servaa aux directions des orga-
nisations, On cn'tique de plus en plus
naale, UANC a cam.

par les forces
Melle repwsentativiw.
Que, Meessairement d0-
modifier.
rige l,importante section
ment sail tr&s bion ml il
sem de Yorganisatinn de
Vabsence de transparence de la part de
MM. Nelson Mandela et Cyril
Ramaphosa, respectivement pre\$si dent et
secraaire ge\$m\$ral de VANC. En atten-
dant, les slogans %magogiques gagnent
du terrain. Ainsi M'" Winnie Mandela
reprenait dans une d(\$clARATION publique,
a la f'mjuin, le slogan de plusieursjeunes
des townships: ((Tucz les Boers7!)) Quel-
ques jours plus Lard, elle effectuait une
rentMe politique tn'omphnle en 59 fai-
sant (Hire pmsidente de la section de
VANC dans le sud du Transvaal (la plus
populeuse n\$gion du pays), en d(mit des
efforts dela direction nationalepour faire
passer un autre candidate.
Lk\$pouvantail du retour des
ufauconm
Lifecart entre la direction et
la base du mouvementpour-

rait s'aggraver, surtout si, comme l'affirment des sources proches de la direction de l'ANC, l'organisation nationaliste avait aussi secrètement accepté d'inscrire dans la Constitution des clauses prônant le droit à la propriété, échangeant ainsi le prochain gouvernement de 1965 pour des nationalisations et des expropriations. Cette politique aurait pour effet, entre autres, d'empêcher l'expropriation des terres, maintenant ainsi Homagilim dans la répartition de la propriété tern'enne (plus de 75% de la terre appartient aux Blancs).

Enfin, il semble également que M. Mandela aurait accepté le principe d'amnistie (générale), ((universelle et ((totale)). Or les preuves abondent, à la suite des diverses commissions d'enquête, de l'implication de responsables haut placés dans les assassinats et les attentats terroristes qui ont comme la nôtre à plusieurs centaines de militants des mouvements de lutte contre l'apartheid dans les années 70-80. Avec l'amnistie, ces responsables (%chapperaient) à tout pour suite judiciaire.

Le calcul de M. Mandela et de ses principaux conseillers est que l'organisation n'a pas d'autre choix que de continuer

Negociations

dans cette voie. Certains estiment que les 4(faucons)) au sein du Parti national pourraient revenir au pouvoir, et même rallier la droite ((durem pour tenter un retour en arrière. Ce qui expliquerait, selon M. Mohammad Valli, conseiller de M. Mandela et l'un des principaux négociateurs de PANC, les hésitations et les contradictions du gouvernement dans le processus de transition.

C'est sur cette toile de fond que va bientôt s'engager la campagne électorale.

Les blancs estiment que la majorité du vote blanc leur est acquise, en dépit de récents sondages indiquant une chute de popularité. La grogne des Blancs se manifeste en effet par l'augmentation du camp des ((indiscrètes mais, lorsque viendra le moment des élections, les dirigeants du PN comptent sur le fait que les Blancs voteront utile pour faire bloc contre YANC. Plus spectaculaire encore est l'appui apparent que reçoit le PN de la part des blancs et des Indiens. Ainsi, un sondage réalisé en mai indiquait le PN de plus de 74% des intentions de vote des blancs du Cap, ouille constituant 57 % de l'électorat. A Mitchell's Plain, une immense banlieue-dortoir peuplée de blancs a 95%(deux cent mille habitants), l'ANC compte sur quelques poches de partisans alors que le PN se vante d'une section locale de plus de dix mille membres.

En revanche, en dépit d'efforts massifs, les blancs ne réussissent pas à mordre sur l'électorat noir. (Les symboles de l'apartheid sont encore trop récents explique M. Steven Friedman. Evidemment, c'est l'ANC qui se voit attribuer la majorité de votes noirs (les sondages les plus favorables lui accordent 73 % des intentions de vote).

Cependant, le vote noir risque de ne pas être suffisant pour donner à l'ANC la majorité nécessaire pour s'imposer. Ainsi, pour emporter 60 % de la totalité des votes, le parti de M. Mandela se doit de capter plus de 85 % des voix des 14,5 millions d'électeurs noirs potentiels, un objectif qui, estime-t-on à la direction de l'organisation, est carrément irréaliste. Ce n'est pas tellement que le vote noir se portera sur d'autres formations

(L'Umkhata est, au mieux, crédité de 7,5% des votes à l'échelon national et le Congrès panafricain (PAC), qui mise sur le mécontentement des jeunes à l'égard de YANC, plafonne à 4 % ou 5 % des intentions de vote). Pour l'organisation nationaliste, le danger vient plutôt d'un désintérêt pour la chose politique et d'un scepticisme croissant de la population quant à la capacité de l'ANC de mener l'Afrique du Sud sur le chemin de la démocratie.

((Notre grand défi sera de consolider le vote noir, assure M. Mohammed Valli. Le problème sera d'autant plus redoutable que l'ANC se retrouve, à la veille de l'élection, dans une situation de quasi-banqueroute financière.

Les strategies du PN espwent un wsultat (Sectoral partaga Conwdant dlavance a YANC une courte majon'w des voix (de 50% a 55%), ils misent sur un score dlau moins 25 % pour leur part1, ce qui, avec rapport des voix des autres formations, et dans le contexte dlune Constitution dea Iimitative (celle-ci ne pourra Qtre modifwe a moins dlun vote de 66% des (zlus) imposerait au prochain emcutif de gouvemer avec le PN. (vNous deurons neicessairement gouverner le pays sur la base dim consensus entre les grands ac-teurs nationauaw, d5clarait il y a quel-ques mois le pwsident De Klerkm.

En fait, beaucoup s'interrogent sur ce grand compromis qui semble in6,vable dans la phase actuelle. Pour M. Mike Morris, de Puniversiw du Natal, le dan-ger est grand, non seulement de perm-tuer le statut quo, mais de pwcipiter le pays vers de nouvelles crises: tvL llapartheid avait racialement divis5 VAfriq ue d u S ud en ((deux nationsm Dune, blanche, qui faisait partie du systizme en quelque sorte, Fautre, noire, qui en (?tai exclue. Ce modiele, on le sait, est con-damne'. Mais de puissantes forces aorta-miques et politiques skmploient d repro-duire cette socie'tei d deux e'tages, qui pro-fiterait aux uns et marginaliserait les autres. C 123! la sociae' d 50 %! La ligne de fracture entre les deux groupes ne sera plus simplement raciale, comme par le passa Mais les effets n,en serontpas mains d5sastreuxnw I

Source: Le Monde Diplomatique, septembre 1993

1 Respectivement, chercheur au Centre d'in-formation et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe (Mon-tmal) et journalism 3 Work-in-Progress matique, septembne 1993.

2 Nelson Mandela, 1 Address to the Natiom, Le Cap, 11 f5vrier 1990.

3 VryeWeekblad, LeCap, 29mai 1 5 et Leon Geldenhuys, deux politologues tws proches du PN, dans Polilikon, Pretoria, v01 19, nol, daembre 1991

5 Joe Slovo, 1(Negotiations: what room for 5 Chris Louw, ((How the NP will hang on to power); Weekly Mail, Johannesburg, 10 juin 1993.

" Thozamile Botha, (vFederalism versus Unitarism", African Communist, d63partement des gouvemements Iocaux au sein de YANC

5 Cape Times, Le Cap, 21juin 1993.

9 Mn" Mandela avait danissionm? du comiw emcutif de PAN C en septembre demier, a reau du procureur 35115131 du Witwatersrand, le gouvemement envisage de porter de nouvelles accusations contre l'ex-6pouse de M. Nelson Mandela, quil soupconne de compliciwi dans Yenlbvement 10 1(On eve of election drive, ANC finds its coffers are empty), Souhscan, Londres, 2 juillet 1 993.

11 Chris Louw art. cit.

12 Mike Morris, ((Side stepping the 50% solu-
(J ohannesburg)).

Cet article a para dans Le Monde Diplo-
1993.

1 Voir Particle de Hennie Kotze
compromise ?)), African Communist,
Johannesburg, troi swme trimestre 1992.

J ohannesburg, premier trimestre 1993.

M. Thozamile Botha est responsable du
la suite de sa condamnation pour s5ques-
tration et coups et blessures. Selon le bu-
et la disparition de deux jeunes de Soweto,
en novembre 1988.

tiom, Work-in-Progress, Johannesburg,
mars 1993.

Violences

Ue'fau de la violence

La violence atteint maintenant des sommets inévitables. Un peu partout, les tueries sont quotidiennes selon un schéma plus ou moins établi. Des hommes lourdement armés, dans des véhicules non identifiés, pénètrent dans une ville noire, généralement la nuit, ouvrant le feu sur tout ce qui bouge. La police survient sur les lieux, le plus souvent longtemps après les incidents. Les coupables ne sont presque jamais arrêtés, en dépit des nombreuses et courageuses commissions d'enquête, comme celle présidée par le juge Goldstone.

Violence directe de l'Etat, perpétrée par les forces de sécurité; violence plus dispersée de l'extrême droite, hautement militarisée; actions engagées par divers mouvements politiques noirs, notamment l'ANC et le parti Inkatha, bref, le phénomène est multiple, d'autant que cette violence : (politique se couple à une violence sociale et économique, notamment dans les townships où la crise s'aggrave. Ainsi, le taux de chômage officiel passe maintenant à 55 % de la population active noire et frappe surtout les jeunes, proies facilement manipulables des bandes qui stent la terreur dans les ghettos.

Parmi les principaux responsables actuels de la violence, il convient de mettre au premier plan certains éléments des forces de sécurité (armée et police). La commission Goldstone, mise en place par le gouvernement précédent, a montré l'implication de plusieurs officiers haut gradés de l'armée, notamment le lieutenant général Winkop Badenhorst, ex-chef d'État-major du service de munitions de l'armée. Il reste cependant à savoir si ces éléments fonctionnent d'après des instructions venues d'en haut ou si, au contraire, ils relèvent de la mouvance d'extrême droite.

Le camp des munitions), constitue un autre facteur-clé. Celui-ci cherche à se regrouper, notamment sous l'égide de l'ex-commandant en chef de l'armée sud-africaine, le général Constand Viljoen. Il inclut le mouvement nationaliste Afrikaner Weerstandsbeweging (AWB), une organisation qui compte plusieurs milliers d'hommes en armes. Ce sont d'ailleurs des militants de l'AWB qui ont envahi le Centre des congrès où avaient lieu, en juin dernier, les représentants des divers partis politiques en train de négocier l'avenir du pays.

Du côté des Noirs, plusieurs organisations politiques sont impliquées. Selon diverses enquêtes indépendantes, ce sont les forces paramilitaires du mouvement Inkatha qui sont à la source de la plupart des incidents. Les victimes des tueries sont, très majoritairement, des partisans de l'ANC. L'Inkatha recrute surtout parmi les travailleurs migrants habitant les hostels, sortes de dortoirs sordides plantés au cœur de la plupart des townships.

Cette population des hostels, très souvent mal accueillie par le reste des habitants des townships, provient en bonne partie des régions rurales du Natal et est facilement manipulable par les éléments armés de l'Inkatha.

Des militants de YANC sont aussi partie prenante dans plusieurs régions, des groupes de jeunes vaguement identifiés au mouvement de M. Mandela menant la guerre contre ce qu'ils perçoivent comme l'ennemi désigné - à dire tous ceux qui subissent 211 eux. Certains de ces éléments, avec Pappu d'un nombre restreint mais efficace anciens guerrilleros dans, vont jusqu'à s'opposer aux directions locales de YANC, juteux trop molles à leurs yeux, quelquefois avec Pappu de (dissidents), vedettes, tels Winnie Mandela et Harry Gwala (chef de PANC dans la région centrale du Natal). Notons enfin la participation à des attentats contre des civils de certains (éléments de PAPLA, la branche armée du Pan Africanist Congress (PAC), une organisation nationaliste qui espère exploiter le sentiment de frustration qui se répand au sein des partisans de PANC. Mais il existe aussi des bandes armées qui, pour la plupart, ne se déclarent d'aucune idéologie ou projet politique. Ce sont les tsotsis, les jeunes vandites des townships qui, dans le chaos actuel, n'ont aucune difficulté à recruter parmi les adolescents désespérés, à la manière des bandes de Los Angeles. Faciles à intimider on a acheté, les tsotsis commettent des actes de violence pour le compte de quiconque ayant la capacité de payer. Face à une telle situation, les populations sont totalement démunies, de même que les autorités municipales. Les éléments sains parmi les forces de police sont aussi largement neutralisés. La solution ne peut venir que d'en haut, d'une action concertée de la part des acteurs principaux: l'Etat, l'ANC et l'Inkatha. Source: Le Monde Diplomatique, septembre 1993 I

Il est recommandé de renvoyer au MAAS:
Il est recommandé de recevoir des informations: Q&ndralas
Il est recommandé de s'abonner au journal (uniquement valable pour les non membres): 6 nO/an:
Fr. 12.-; abonnement de soutien Fr. 20.-
Il est recommandé de devenir membre du MAAS. Cotisations:
4n. app. AVS : Fr. 30.-, autres Fr. 50: ,
soutien: Fr. 100.- (L'abonnement au journal est compris dans la cotisation)
J'offre mes services pour:
Il est recommandé de dormir des "coups de main" occasionnels au secrétariat du MAAS (Genève)
Il est recommandé de des traductions: ANG-FR /ALL-FR
(souligner ce qui convient)
O
taper des textes sur traitement de texte
(Macintosh ou PC)
Il est recommandé de Nom, Prénom:
Il est recommandé de NP, Ville:
l (éventl. no de la.):